

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 3517

[C — 2001/27722]

14 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vue de déterminer les conditions de délivrance en zone agricole du permis visé à l'article 35, alinéa 5, dudit Code

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 35, alinéa 5, remplacé par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, rendu le 30 mai 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, rendu le 24 avril 2001;

Vu l'avis du Gouvernement de la Communauté française, rendu le 4 mai 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.965/4 du Conseil d'Etat donné le 17 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre XXIII rédigé comme suit :

« Chapitre XXIII. — Des conditions de délivrance en zone agricole du permis relatif au boisement, à la culture intensive d'essences forestières, à la pisciculture, aux refuges de pêche et aux activités récréatives de plein air ainsi qu'aux actes et travaux qui s'y rapportent.

Art. 452/31. Du boisement et de la culture intensive d'essences forestières.

Sont seules autorisées les activités de boisement qui consistent à couvrir d'arbres, pour une période dépassant douze ans, un bien ou une partie d'un bien non couvert d'arbres auparavant et les activités de culture intensive d'essences forestières visant à l'exploitation d'arbres pour une période ne dépassant pas douze ans.

En outre, le projet doit remplir les conditions suivantes :

1° ne requérir ni modification du relief du sol ni drainage préalable de la parcelle;

2° être contigu à un bois, un boqueteau ou une forêt existants, à une zone forestière inscrite au plan de secteur, sauf si la superficie à boiser est supérieure à trois hectares d'un seul tenant;

3° couvrir une superficie de cinquante ares minimum;

4° ne pas porter sur un terrain situé dans un périmètre de point de vue remarquable visé à l'article 40, alinéa unique, 1°;

5° les arbres répondent aux critères du fichier écologique des essences édité par le Ministère de la Région wallonne et adaptées aux conditions pédologiques de la parcelle concernée;

6° pour ce qui concerne le boisement, les plantations doivent comporter au moins 10 % d'essences feuillues.

Art. 452/32. De la pisciculture.

Sont seuls autorisés les établissements piscicoles qui consistent en des étangs, des bassins, des locaux techniques et des équipements connexes nécessaires à l'élevage et à la production de poissons.

Les bâtiments d'exploitation sont constitués de volumes simples, sans étage, comportant une toiture à deux versants de même pente. Les élévations sont réalisées en matériaux naturels.

Pour autant qu'il fasse partie intégrante de l'exploitation, le logement de l'exploitant dont la pisciculture constitue la profession peut être admis si l'entreprise justifie au moins une unité de main d'œuvre.

Art. 452/33. Des refuges de pêche.

Les refuges de pêche ne peuvent être admis qu'au bord d'étangs préexistants naturels ou autorisés.

Les refuges de pêche ne peuvent être autorisés que s'ils sont situés au bord d'étang ou groupe d'étangs d'une superficie de dix ares minimum.

Un seul refuge peut être admis au bord d'un étang ou groupe d'étangs.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

- 1° il ne peut dépasser vingt-cinq mètres carrés de surface au sol;
- 2° il est constitué d'un seul volume simple, sans étage, avec une toiture sombre et mate à deux versants de même pente;
- 3° ses élévations sont réalisées en bois et seul un produit de protection de couleur sombre peut y être appliqué.

Art. 452/34. Des activités récréatives de plein air.

Sont seules autorisées les activités récréatives de plein air qui consistent en des activités de délasserement relevant du loisir ou du sport, qui se pratiquent sur des aires spécifiques, notamment la pêche, le golf, l'équitation, le vélo tout-terrain, les activités de tir, l'aéromodélisme, les ultra légers motorisés et les activités de plein air utilisant des véhicules à moteur électrique, thermique ou à explosion, pour autant qu'elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

- 1° à l'exception des étangs et des équipements de manutention de carburants, aucune partie du sol ne peut être munie d'un revêtement imperméable à l'intérieur du périmètre des équipements;
- 2° le parage des véhicules doit être établi sur un revêtement discontinu et perméable;

Les terrains accueillant des activités de plein air utilisant des moteurs thermiques ou à explosion doivent être localisés à une distance suffisante des lieux habités et des espaces habituellement utilisés pour le repos et la détente afin d'assurer la compatibilité avec le voisinage et de ne pas mettre en péril la destination principale de ces lieux et espaces.

Art. 452/35. Toute demande de permis et tout permis d'urbanisme relatif aux activités visées aux articles 452/31 à 452/34 est formellement motivé au regard de l'incidence de ces activités sur l'activité agricole, le paysage, la flore, la faune et le débit et la qualité des cours d'eau.

La préservation des caractéristiques d'un site voisin reconnu sur pied de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 ou des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ne peut être mise en péril. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 3517

[C - 2001/27722]

14. NOVEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zur Bestimmung der Bedingungen für die Erteilung der in Artikel 35, Absatz 5, des Gesetzbuches erwähnten Genehmigung in einem Agrargebiet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikels 35, Absatz 5;

Aufgrund des am 30. Mai 2001 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 24. April 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 4. Mai 2001 abgegebenen Gutachtens der Regierung der Französischen Gemeinschaft;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 17. Oktober 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 31.965/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel XXIII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel XXIII - Bedingungen für die Erteilung in einem Agrargebiet der Genehmigung für die Aufforstung, den intensiven Anbau von Holzarten, die Fischzucht, Anglerunterkünfte und Freizeitaktivitäten im Freien, sowie für alle damit im Zusammenhang stehenden Handlungen und Arbeiten.

Art. 452/31 - Aufforstung und intensiver Anbau von Holzarten.

Erlaubt sind nur die Aufforstungstätigkeiten, die darin bestehen, ein Gut oder einen Teil von einem Gut, das bzw. der zuvor nicht mit Bäumen bedeckt war, für einen Zeitraum über zwölf Jahre mit Bäumen zu bedecken, und die Tätigkeiten zum intensiven Anbau von Holzarten zwecks der Bewirtschaftung von Bäumen für einen Zeitraum von höchstens zwölf Jahren.

Außerdem muss das Projekt die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° weder eine Veränderung des Bodenreliefs noch eine vorherige Dränierung der Parzelle erfordern;
- 2° an einen bestehenden Wald, Hain oder Forst bzw. an ein im Sektorenplan eingetragenes Forstgebiet angrenzen, außer wenn die aufzuforstende Fläche mehr als drei Hektar an einem Stück beträgt.
- 3° eine Fläche von mindestens fünfzig Ar decken;
- 4° kein Gebiet betreffen, das in einem Umkreis mit bemerkenswertem Ausblick im Sinne von Artikel 40, einziger Absatz, 1°, gelegen ist;
- 5° die Bäume entsprechen den Kriterien der vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen ökologischen Datei der Arten, die den pedologischen Bedingungen der betroffenen Parzelle angepasst werden;
- 6° was die Aufforstung betrifft, so müssen mindestens 10 % Laubbaumarten gepflanzt werden.

Art. 452/32- Fischzucht.

Erlaubt sind nur die Fischzuchtanlagen, die in Teichen, Becken, technischen Räumen und Nebenausrüstungen bestehen, die für die Zucht und Erzeugung von Fischen notwendig sind.

Die Betriebsgebäude bestehen aus einfachen Volumen ohne Stockwerk mit einem Satteldach, dessen Flächen gleicher Neigung sind. Die aufgehenden Mauerwerke sind aus natürlichen Materialien gebaut.

Soweit sie vollständig zum Betrieb gehört, ist die Wohnung des Betriebsleiters, dessen Beruf die Fischzucht ist, in dem Gewerbegebiet gestattet, wenn im Betrieb mindestens eine Arbeitskraftseinheit nachgewiesen werden kann.

Art. 452/33 - Anglerunterkünfte.

Anglerunterkünfte dürfen nur an schon bestehenden natürlichen oder zugelassenen Teichen erlaubt werden.

Anglerunterkünfte dürfen nur erlaubt werden, wenn sie an einem Teich oder an einer Gruppe von Teichen mit einer Fläche von mindestens 10 Ar gelegen sind.

Nur eine Anglerunterkunft darf an einem Teich oder einer Gruppe von Teichen erlaubt werden.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° es darf fünfundzwanzig m² am Boden nicht überschreiten;
- 2° es besteht aus einem einzigen einfachen Volumen ohne Stockwerk mit einem dunklen und matten Satteldach, dessen Flächen gleicher Neigung sind;
- 3° die aufgehenden Mauerwerke bestehen aus Holz und nur ein dunkelfarbiges Schutzprodukt darf darauf aufgetragen werden.

Art. 452/34. Freizeitaktivitäten im Freien.

Erlaubt werden nur die Freizeitaktivitäten im Freien, die Entspannungsaktivitäten im Freizeit- oder Sportbereich umfassen, die auf spezifischen Flächen stattfinden, insbesondere Fischfang, Golf, Reiten, Mountainbike, Schießen, Flugzeugmodellbau, Ultraleichtfliegen, und die Aktivitäten im Freien, bei denen Fahrzeuge mit Elektromotor, Wärmekraftmaschine bzw. Explosionsmotor benutzt werden, soweit sie der eigentlichen Bestimmung des Gebietes nicht unwiderrufflich schaden.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° mit Ausnahme der Teiche und Ausrüstungen zur Handhabung von Treibstoffen darf kein Bodenteil innerhalb des Umkreises der Ausrüstungen mit einem undurchlässigen Belag überzogen sein;
- 2° das Abstellen von Fahrzeugen muss auf einem unterbrochenen und durchlässigen Belag erfolgen;

Die Grundstücke für Aktivitäten im Freien, bei denen Fahrzeuge mit Wärmekraftmaschine bzw. Explosionsmotor benutzt werden, müssen weit genug von den bewohnten Orten und von den Räumen gelegen sein, die gewöhnlich zum Ausruhen und zur Entspannung benutzt werden, um mit der Nachbarschaft vereinbar zu sein und die Hauptbestimmung dieser Orte und Räume nicht in Gefahr zu bringen.

Art. 452/35 – Jeder Genehmigungsantrag und jede Städtebaugenehmigung für in Artikel 452/31 bis 452/34 erwähnte Aktivitäten ist hinsichtlich der Auswirkungen dieser Aktivitäten auf die landwirtschaftliche Tätigkeit, die Landschaft, die Flora, die Fauna und die Abflussmenge und Qualität der Wasserläufe formal zu begründen.

Die Erhaltung der Merkmale einer benachbarten Landschaft, die aufgrund des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973 oder der Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG anerkannt ist, darf nicht gefährdet werden.“

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 3517

[C - 2001/27722]

14 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium met het oog op de bepaling van de voorwaarden voor het afleveren van de vergunning geldend voor een landbouwgebied en bedoeld in artikel 35, vijfde lid, van bedoeld Wetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 35, vijfde lid, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 30 mei 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 24 april 2001;

Gelet op het advies van de Regering van de Franse Gemeenschap, uitgebracht op 4 mei 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 31.965/4 van de Raad van State gegeven op 17 oktober 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. In titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt er een hoofdstuk XXIII luidend als volgt ingevoegd :

« Hoofdstuk XXIII. – Voorwaarden voor het afleveren van de voor een landbouwgebied geldende vergunning met betrekking tot de bebossing, de intensieve teelt van boomsoorten, de visteelt, de vissershutten en de recreatieactiviteiten in de open lucht, evenals tot de handelingen en werkzaamheden die daar verband mee houden.

Art. 452/31. Bebossing en intensieve teelt van boomsoorten.

Toegelaten worden enkel de activiteiten met betrekking tot het bebossen, namelijk het beplanten met bomen van een goed of van een gedeelte van een goed waarop er voordien geen bomen groeiden, voor een periode van meer dan twaalf jaar, en met betrekking tot de intensieve teelt van boomsoorten met het oog op de exploitatie van bomen voor een periode korter dan twaalf jaar.

Bovendien moet de beoogde activiteit aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° geen enkele wijziging van het bodemreliëf vereisen en in geen enkele voorafgaande drainering van het perceel voorzien;

2° aangrenzen aan een bestaand bos, een bestaand bosje of een bestaand woud, aan een bosgebied dat op het gewestplan vermeld is, behalve indien de te bebossen oppervlakte meer dan drie hectaren uit één stuk beslaat;

3° een oppervlakte van minstens vijftig aren beslaan;

4° het terrein mag niet gelegen zijn in een oppervlakte met uitzonderlijke uitzichten zoals bedoeld in artikel 40, enig lid, 1°;

5° de bomen moeten beantwoorden aan de criteria van de ecologische gegevensbank van de boomsoorten uitgegeven door het Ministerie van het Waalse Gewest en aangepast aan de pedologische voorwaarden van het betrokken perceel;

6° voor wat de bebossing betreft, moeten de loofboomsoorten minstens 10 % van elk bestand uitmaken.

Art. 452/32. Visteelt.

Enkel visteeltinrichtingen worden toegelaten, bestaande uit vijvers, kweekvijvers, technische lokalen en daarmee verbonden uitrustingen voor visteelt en -productie.

De bedrijfsgebouwen bestaan uit één enkel bouwvolume zonder verdieping, met een hellend dak. De opgaande muren bestaan uit natuurlijk materiaal.

Voor zover de woning van het bedrijfshoofd die de visteelt als beroepsactiviteit uitoefent, geheel deel uitmaakt van het bedrijf, kan deze toegelaten worden indien het bedrijf bewijst minstens één arbeidskracht in dienst te hebben.

Art. 452/33. Vissershutten.

Vissershutten worden enkel toegestaan aan de oevers van toegelaten of natuurlijke, reeds bestaande vijvers.

Vissershutten worden slechts toegelaten indien bedoelde hutten aan de oever van één of van een groep vijvers liggen die minstens tien aren beslaan.

Aan de oever van één of van een groep vijvers wordt slechts één enkele vissershut toegelaten.

Het ontwerp moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het mag niet meer dan vijftientig vierkante meter grondoppervlakte innemen;

2° het bestaat uit één bouwvolume zonder verdieping, met een donkerkleurig, mat en hellend dak;

3° de opgaande muren bestaan uit hout en voor de bescherming van het bouwwerk mogen enkel donkerkleurige producten gebruikt worden.

Art. 452/34. Recreatieactiviteiten in de open lucht.

Toegelaten worden enkel recreatieactiviteiten in de open lucht bestaande uit ontspanningsactiviteiten met een sport- of spelgehalte die beoefend worden op specifieke speelterreinen, meer bepaald de hengelsport, golf, paardrijden, mountain bike, schietsporten, het vliegen met vliegtuigmodellen, met ultra-lichte vliegtuigen en openluchtactiviteiten waarbij voertuigen worden gebruikt met een elektrische, thermische of explosiemotor, voor zover deze activiteiten de bestemming van het gebied niet onomkeerbaar in het gedrang brengen.

De beoogde activiteiten moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° met uitzondering van de vijvers en de uitrustingen voor het onderhoud van de brandstoffen mag binnen de oppervlakte van de uitrustingen geen enkel deel van de bodem bedekt worden met een ondoorlatend straatdek;

2° parkeerplaatsen voor voertuigen moeten voorzien worden op een niet-doorlopend, doorlatend straatdek.

De terreinen waarop openluchtactiviteiten plaatsvinden die het gebruik van thermische en explosiemotoren noodzakelijk maken, moeten zich op een voldoende afstand van de bewoonde plaatsen en van de gebruikelijke rust- en ontspanningsoorden bevinden zodat ze verenigbaar zijn met de omgeving en de hoofdbestemming van bedoelde plaatsen en oorden niet in gevaar brengen.

Art. 452/42. Aanvragen voor een vergunning of een stedenbouwkundige vergunning met betrekking tot de activiteiten bedoeld in de artikelen 452/31 tot en met 452/34 moeten verplicht met redenen worden omkleed met betrekking tot hun impact op de fauna, de flora, het waterdebiet en de kwaliteit van de waterlopen.

De bescherming van de kenmerken van een nabij gelegen plaats die erkend is op basis van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973 of van de richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG mag niet in gevaar worden gebracht ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET